

DISCOURS DE M JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC, SECRETAIRE GENERAL DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN AU PREMIER FORUM OCEAN INDIEN SUR L'ENTREPRENARIAT FEMININ MADAGASCAR, MERCREDI 17 OCTOBRE 2012

Son Excellence Monsieur Pierrot Rajaonarivelo, Ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar,
Mme Fatma Samoura Coordinatrice Résidente du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement à Madagascar,
Monsieur Abdelkrim Bendjebbour, Représentant Résident de la Banque africaine de développement du bureau national de Madagascar,
Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps diplomatiques à Madagascar,
Madame Françoise Foning, Présidente mondiale honoraire, Femmes chefs d'entreprises mondiales,
Madame Beatrice Mahasahy, Officier Permanent de Liaison de Madagascar,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Etats membres,
Distingués Invités,
Mesdames et Messieurs

Je suis particulièrement heureux que ma première visite officielle de secrétaire général à Madagascar coïncide avec la tenue de ce premier forum océan Indien sur l'entrepreneuriat féminin organisé par la Commission de l'océan Indien. La COI a en effet placé le statut des femmes au cœur de ses préoccupations. Elle a adopté depuis 2009 une politique et une stratégie régionale genre dans le cadre de ses grandes orientations stratégiques.

La promotion de l'entrepreneuriat féminin est un des quatre axes de cette stratégie genre. Les autres problématiques traitées par la COI sont la violence faite aux femmes, la participation des femmes aux instances de décision et la contribution des femmes à la sécurité alimentaire et au développement durable. Cette stratégie permet aux Etats de la région de mieux répondre aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD), notamment à celui de la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

C'est dans le cadre de cette stratégie que la COI a soutenu la création de la plateforme Entreprendre au féminin en 2007 et les activités qu'elle a menées ces cinq dernières années.

Depuis cinq ans, le Secrétariat général de la COI contribue à faire émerger un leadership féminin régional dans le monde de l'entreprise, à favoriser les partenariats et les échanges de biens et de services entre les femmes entrepreneurs, et à renforcer leurs capacités à travers des formations (technologies de l'information et de la communication, leadership). Elle a encouragé l'ouverture du réseau régional sur le grand réseau des Femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM), implanté sur les cinq continents.

Nous venons dans ce contexte de financer la participation de sept responsables de notre plateforme régionale au 60^{ème} congrès des femmes chefs d'entreprises qui s'est réunie à Berlin en septembre dernier. Cette participation a permis entre autres de formaliser l'adhésion de Madagascar et des Comores à la fédération mondiale, où ils étaient jusque-là observateurs. Elle a permis surtout aux femmes entrepreneurs de nos pays de nouer des contacts avec des Italiennes, des Allemandes, des Marocaines, des Nigériennes, des Koweïtiennes notamment. Ce sont autant d'opportunités d'affaires qui s'ouvrent aux femmes de l'Indianocéanie. Je tiens à remercier vivement la présidente honoraire de cette organisation, Madame Françoise Foning, qui est à l'origine du partenariat COI-FCFM, signé à Yoesu, en Corée du Sud, en mai 2012, et de l'entrée en force des femmes africaines au sein de cette organisation mondiale. Nous sommes honorés de sa présence à notre forum régional.

Mesdames et Messieurs,

La plateforme Entreprendre au féminin Océan Indien a été créée à Tamatave. L'histoire fait une jolie boucle, puisque nous nous retrouvons cinq ans plus tard à Madagascar pour lancer le premier forum océan Indien sur l'entrepreneuriat féminin. Ce forum a l'ambition de devenir le rendez-vous annuel incontournable des femmes entrepreneurs de notre région.

C'est à dessein qu'il porte sur le thème de la sécurité alimentaire et qu'il se tient à Madagascar, à quelques jours de la Journée internationale des femmes rurales.

La sécurité alimentaire est l'un des chantiers prioritaires de la COI auxquels je compte donner une forte impulsion. Et je parie sur Madagascar. Madagascar a le potentiel pour devenir le grenier de l'Indianocéanie. Madagascar, c'est 90% de ses terres arables.

Et dans cette perspective les femmes ont un rôle essentiel à jouer. Elles assurent une grande partie de la production alimentaire dans nos îles. Elles sont à la base de la petite agriculture, de la main d'œuvre agricole et de la subsistance familiale quotidienne, même si ce n'est que récemment que leur contribution vitale à la sécurité alimentaire a reçu l'attention qu'elle mérite. Des études de la FAO ont montré les difficultés auxquelles elles font face, en termes d'accès aux ressources telles que la terre et le crédit, mais aussi d'accès aux intrants et aux services techniques utiles à l'accroissement de la productivité.

Si on veut relever le défi de la sécurité alimentaire, nous devons donc nous attaquer à ces problèmes d'inégalités et de discrimination qui empêchent les femmes de se réaliser pleinement et qui privent nos pays d'une forte contribution. Nous devons chercher à éliminer les obstacles auxquels elles sont confrontées, et valoriser leurs compétences de productrices, de dirigeantes ou de chefs d'entreprise.

Selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, si on donnait aux femmes le même accès que les hommes aux ressources agricoles, on pourrait augmenter la production de leurs exploitations de 20 à 30 %.

Cette marge de progression est considérable ! Nous devons donc faire preuve d'innovation et d'audace, à travers des politiques de soutien judicieuses, des partenariats innovants, des formations ciblées, afin d'enclencher un cercle vertueux. Lorsque les femmes ont un meilleur accès à la terre, au crédit et aux moyens de production, elles peuvent augmenter leur productivité, vendre le fruit de leur travail, améliorer leurs conditions de vie, pourvoir à l'éducation et à la santé de leurs enfants. Plus autonomes, elles peuvent renforcer la sécurité alimentaire et devenir des actrices majeures du développement durable.

Mesdames et Messieurs,

Nos pays sont aujourd'hui mobilisés. A titre d'exemple, l'Union des Comores a mis en place l'an dernier au sein du nouveau gouvernement, un ministère chargé de l'emploi et de l'entrepreneuriat féminin, ce qui témoigne bien du chemin que nous avons parcouru ensemble.

Je tiens ici à remercier l'implication de nos Etats membres, plus particulièrement aujourd'hui le Ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, Son Excellence Monsieur Pierrot Rajaonarivelo d'avoir bien voulu accepté d'inaugurer ce premier forum. Il ne m'en vaudra pas de souligner en sa présence combien les femmes, autant que les hommes de toute notre région, restent préoccupés par la situation de Madagascar et espèrent ardemment le retour à la stabilité politique, la première des préconditions au développement des entreprises, seul moyen de créer les emplois qui assureront l'avenir de nos jeunes.

La première phase de sensibilisation et de structuration étant accomplie, il nous faut passer à l'action et apporter une réelle valeur ajoutée régionale, à travers un programme d'appui aux femmes entrepreneurs de la région de l'océan Indien. Des pistes d'action ont déjà été dégagées lors d'une étude financée par l'agence française de développement et recommandée par nos instances.

Je saisis cette occasion pour remercier tous nos partenaires, l'Union européenne, la Banque africaine de développement, le Système des Nations unies, notamment le Fonds des Nations unies pour la population et le Programme des Nations unies pour le développement, l'Agence française de développement, qui nous accompagnent et nous soutiennent depuis des années.

Nous avons plus que jamais besoin de partenaires pour consolider les acquis et aller encore plus loin. Nous serons tous très attentifs aux recommandations de ce premier forum.

Je vous remercie.